

NOTES DE RECHERCHE

d'après quelques études récentes

le déclin de la population universitaire (18-24 ans) au Québec de 1976 à 2001 et ses incidences sur la clientèle universitaire

par Gérard Rochais

La population d'âge universitaire (18-24 ans) va décroître au Québec, et dans l'ensemble du Canada, assez considérablement à partir de 1981. Ce déclin ne laisse pas d'inquiéter tous ceux qui, de près ou de loin, traitent des questions universitaires. Le nombre des études parues récemment sur le sujet en témoigne. Signalons-en quelques-unes qui ont servi de base à ces notes de lecture :

Zoltan Zsigmond, *Impact of Projected Population Trends on Post-Secondary Education*, Ottawa, Statistique Canada, 1975. 38 p.

John Evans, «Problems of Changing Growth Rates in Higher Education . Internal University Responses», *La revue canadienne d'enseignement supérieur*, vol. 7, n° 3, 1977, pp. 41-50.

J. Stefan Dupré, « Some Personal Ruminations of Changing Growth Rates » *La revue canadienne d'enseignement supérieur*, vol. 7, n°3 1977, pp. 51-57.

«L'université québécoise», *Revue des sciences de l'éducation*, vol. 3, n° 1, hiver 1977, pp. 112-116. Ce communiqué de l'Université du Québec est basé sur l'étude de Michel Robillard, *Les clientèles universitaires au Québec. Évolution passée et perspectives d'avenir, 1966-1990*. Québec, 1976. 202 p.

Statistique Canada, *Portrait statistique de l'évolution de l'enseignement supérieur au Canada des années 60 aux années 80*, Ottawa, août 1978, 121 p.

Je voudrais, dans un premier temps, présenter le tableau de quatre hypothèses sur l'évolution de la population du groupe 18-24 ans, de 1976 à 2001, puis, dans un deuxième temps, indiquer l'influence du déclin de ce groupe d'âge sur la clientèle universitaire d'après les perspectives plus ou moins optimistes des auteurs.

1 La population d'âge universitaire (18-24 ans) au Québec de 1976 à 2001. Quatre hypothèses

Les calculs qui suivent ont été établis d'après les données fournies par le Bureau de la statistique du Québec dans sa brochure *Perspectives démographiques pour le Québec : quatre hypothèses 1973-1986-2001*, Québec, 1974. Ce simple calcul, qui n'est qu'une addition des données fournies année par année dans la

brochure, n'allumera pas je l'espère, d'incendie dans le magasin bourré d'explosifs que constitue, selon l'expression de M. Dupré, le système universitaire confronté aux taux changeants de croissance. Car quoi de plus neutre, de plus objectif que les statistiques? Il n'est que de les comparer, aucune ne s'accorde! Elles ressemblent fort à un jeu de légos où chacun construit son numéro avec les mêmes morceaux. Leur utilisation rationnelle est donc pénible par un bout et périlleuse par l'autre. Mais peut-être suffit-il de le savoir.

Les auteurs des statistiques de la brochure précisent que :

L'hypothèse A dite faible est basée sur la combinaison des éléments suivants :

- Fécondité : 1.8
- Migration : —9.000

Elle constitue la borne inférieure du corridor possible.

L'hypothèse B dite moyenne est basée sur la combinaison des éléments suivants :

- Fécondité 1.8
- Migration + 7.000

C'est l'hypothèse qui a, dans l'état actuel de l'information statistique, la plus haute probabilité de réalisation, au moins pour ce qui est des prochaines années. Elle représente, de ce fait, le sentier le plus vraisemblable.

L'hypothèse C est basée sur la combinaison des éléments suivants :

- Fécondité : 2.1
- Migration : 0

A la différence des trois autres, il ne s'agit pas, à proprement parler, d'une hypothèse d'évolution, mais plutôt de simulation de l'avenir de la population québécoise dans le cas où il y aurait une interruption des échanges démographiques avec l'extérieur, ou, ce

	1976	1981	1986	1991	1996	2001
Hypothèse A	875.422	909.876	802.492	607.223	581.417	644.421
Hypothèse B	885.882	931.766	833.281	647.943	633.570	708.904
Hypothèse C	880.695	922.567	821.434	632.699	653.748	787.416
Hypothèse D	891.058	940.952	845.124	663.188	724.625	965.95

qui revient au même, dans le cas où ces échanges seraient équilibrés, tant du point de vue de leur nombre que de celui de leur structure.

L'hypothèse D dite forte est basée sur la combinaison des éléments suivants :

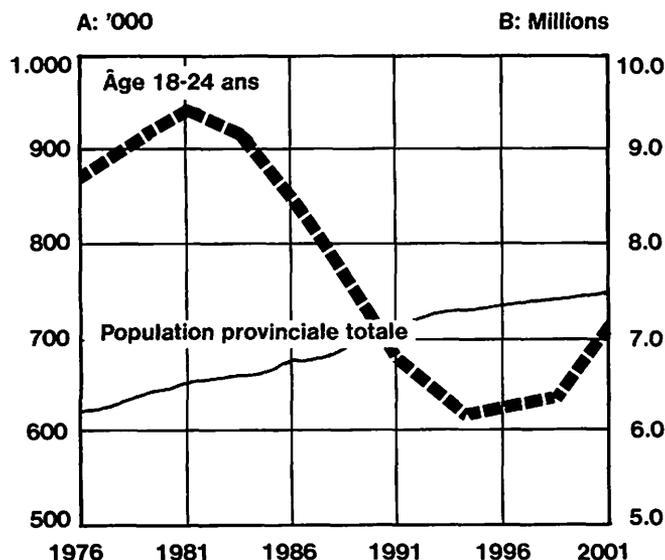
- Fécondité : 2.4
- Migration : + 14.000

Elle constitue la branche supérieure de la fourchette du possible.

Si l'on retient l'hypothèse B, la plus vraisemblable, l'on constate :

- 1- Une faible augmentation de 1976 à 1981 : 5.1%
- 2- Une assez forte diminution de 1981 à 1996 : 32.2%, soit :
 - de 1981 à 1986 : 10.5%
 - de 1986 à 1991 : 22.2%
 - de 1991 à 1996 : 2.2%
- 3- Une remontée de 1996 à 2001 : 11.8%

Si l'on compare maintenant l'évolution de la population d'âge universitaire avec l'évolution de la population provinciale totale selon la même hypothèse, l'on obtient le graphique suivant :



2 La population d'âge universitaire (18-24 ans) et la clientèle universitaire

Le groupe des 18-24 ans constitue de 60% à 70% de la clientèle universitaire à temps complet. Toute augmentation ou déclin de cette population affectera nécessairement la clientèle universitaire à temps complet, à moins que d'autres facteurs n'interviennent. Qu'en pensent nos auteurs?

A- Selon le communiqué de l'Université du Québec, les inscriptions s'accroîtront jusqu'au début des années 80, dans l'ensemble, au rythme de 8% par année. Cet accroissement serait dû à trois causes :

- 1- une forte augmentation démographique
- 2- une augmentation importante des taux de fréquentation
- 3- l'arrivée des doubles promotions suite à l'élimination de la septième année à l'élémentaire.

La première de ces causes est contestable, et la deuxième discutable. La forte croissance démographique se limite pour les 18-24 ans, dans la meilleure des hypothèses, l'hypothèse D, à 5.5% pour la période allant de 1976 à 1981, soit en moyenne 1.1% par année. L'accroissement du groupe des 25-49 ans est, pour la même période, selon l'hypothèse B, de 12.7%, soit 2.5% en moyenne par année. Si le taux de fréquentation universitaire de ces groupes n'augmentait pas, il sera impossible d'atteindre, malgré l'arrivée des doubles promotions, un rythme annuel d'accroissement de 8%.

Le taux de fréquentation est lié à divers facteurs, notamment au marché du travail, aux conditions économiques, aux politiques gouvernementales, et aux perceptions que les gens ont de leur vie actuelle et future. Les outils pour analyser l'influence de ces facteurs pris séparément ou ensemble sont rares ou manquent complètement. Prenons deux exemples.

Si le chômage augmente, il est possible que les gens, constatant que le taux de chômage est moins élevé proportionnellement chez les diplômés universitaires, préfèrent aller à l'université plutôt que de rester chômeurs ou de vivre du bien-être social. C'est là l'opinion de plusieurs, opinion fondée sur des constatations qu'ils ont faites. L'accroissement du taux de chômage peut donc favoriser l'accroissement du taux de fréquentation universitaire.

Mais le même facteur peut jouer en sens inverse. Il y a en effet aujourd'hui chez les jeunes, en raison du manque de débouchés sur le marché du travail, une désaffection vis-à-vis de l'université, désaffection qui, pour être perceptible dans les propos de certains, n'est pas encore chiffrable. Néanmoins des statistiques préliminaires publiées récemment par Statistique Canada prévoient une légère baisse des inscriptions, (2%) dans les universités et collèges du Canada pour cet automne, et cela malgré la croissance démographique. Cette baisse qui atteint surtout l'Ontario peut demain affecter le Québec. Car il est bien possible qu'outre l'augmentation des coûts d'investissements dans les études, la perspective de devenir un chômeur instruit en décourage plusieurs, même dans le groupe des 25-49 ans.

Un autre exemple difficilement chiffrable est la conception que les gens ont de leur vie actuelle et future. Le slogan «qui s'instruit s'enrichit» est battu en brèche aujourd'hui non seulement parce que les investissements dans les études coûtent plus cher avec une chance moindre de trouver un bon emploi, mais aussi parce que la qualité de la vie importe plus à beaucoup que la richesse. A court terme, cette conception de la vie peut retarder l'inscription de certains jeunes à l'université. Mais il est également possible qu'à long terme ces mêmes jeunes se rendent compte que la qualité de la vie dépend aussi d'un certain bien-être que pourrait sinon procurer, du moins favoriser, une éducation universitaire.

Sans être ni pessimiste, ni trop optimiste, on peut penser que le nombre d'étudiants équivalents à temps complet augmentera dans les trois-quatre années à venir dans une proportion légèrement supérieure au taux d'accroissement démographique. Il est peu probable que le nombre passe à 120.000 en 1980, alors qu'il n'était que de 101.533 en 1976, comme le pensent les auteurs du communiqué de l'Université du Québec.

B- La décennie 80 marquera de l'avis de tous les auteurs un temps d'arrêt à la croissance accélérée qui se poursuit depuis quinze ans. La chute de la natalité du début des années 60 commencera à se faire sentir, et le phénomène des doubles promotions se résorbera graduellement.

Mais peut-on dire que le déclin de la clientèle universitaire sera proportionnel au déclin du groupe d'âge des 18-24 ans? Rappelons que ce déclin sera de 32.2% entre 1981 et 1996.

Si l'on est optimiste, on peut affirmer avec les auteurs du communiqué de l'Université du Québec que :

- grâce à une base de recrutement qui rejoint plusieurs groupes d'âge, et notamment le groupe des 25-49 ans,
- et grâce à l'impulsion des taux de fréquentation qui devraient continuer de s'accroître,

les universités francophones ne subiront pas le contre-coup de la chute de natalité avec autant d'acuité que les institutions des autres niveaux scolaires. On devrait assister à une stabilisation des effectifs francophones à environ 90.000 équivalents à temps complet. Que l'on adjoigne à ce chiffre les effectifs anglophones qui atteignaient 33.686 en 1976, mais qui pourraient être légèrement inférieurs, on arrive au chiffre de 120.000, chiffre qui n'a jamais encore été atteint. C'est vraiment beaucoup d'optimisme.

Cette solide confiance en l'avenir n'est pas partagée par tous. Ainsi M. Zsigmond pense qu'à l'avenir les données démographiques joueront un grand rôle sur le nombre des inscriptions. Pourquoi? Parce que la masse possible des étudiants déclinera très rapidement, déclin que l'accroissement du taux de fréquentation, toujours aléatoire, ne pourra compenser. Aussi juge-t-il que, avec vraisemblablement un taux de fréquentation identique à celui que nous avons, les inscriptions dans les années 1980-1996 suivront la courbe du groupe d'âge des 18-24 ans.

M. Evans n'est pas plus optimiste : «Nous devons prévoir, écrit-il, un déclin important dans les inscriptions à plein temps pour la période allant de 1986 à la fin du siècle pour le Québec.»

Que penser de la base de recrutement élargie qui rejoint plusieurs groupes d'âge, notamment les 25-49 ans? Il est sûr que pour ce temps de disette tous les regards sont tournés vers la population adulte qu'on espère, parfois malgré elle, attirer dans les rets de l'université. Plusieurs points néanmoins sont à considérer. Cette population adulte aura eu, au moins en grande partie, la possibilité d'accéder à l'université pendant sa jeunesse ; si elle a négligé cette possibilité étant jeune, pourquoi la saisirait-elle étant adulte? Pour obtenir un diplôme et un meilleur emploi? La grande majorité de cette population qui pouvait être diplômée l'a été en partie. Si donc l'image qu'ont les gens de l'éducation permanente, qui est considérée comme une machine à diplômes en vue d'un meilleur emploi, et si les politiques mêmes de l'éducation permanente ne changent pas, on peut penser que le taux de fréquentation universitaire de la population adulte n'augmentera pas après 1981.

Il est certes difficile de prévoir avec certitude comment va évoluer le taux de fréquentation universitaire de la population d'âge universitaire et de la population adulte, dans les années à venir. Cette évolution dépend de trop de facteurs aléatoires. On peut imaginer, avec une certaine vraisemblance, que ce taux continuera d'augmenter dans les universités francophones qui ont un retard à combler, surtout si les politiques gouvernementales de gratuité scolaire voient le jour. Le nombre des inscriptions décroîtra donc, mais probablement pas en proportion du déclin démographique du groupe

d'âge 18-24 ans. Il est difficile sinon impossible de chiffrer ce déclin. Mais déjà ce déclin probable et continu donne à penser, notamment pour ce qui a trait au corps professoral, aux politiques administratives des universités, au rendement des institutions, au financement et finalement aux politiques gouvernementales. Pour reprendre et adapter le message essentiel exprimé de façon concise par l'un des collaborateurs des deux numéros spéciaux de la revue *Daedalus* (American

Higher Education : Toward an Uncertain Future, vol. 1, 1974, vol. 2, 1975), on peut dire : «Le défi pour l'enseignement supérieur (au Québec) est de préserver et de rehausser la qualité, tout en reconnaissant l'importance de la justice.»

Monsieur Gérard Rochais est documentaliste au CADRE et rattaché à la Commission d'étude sur les universités.

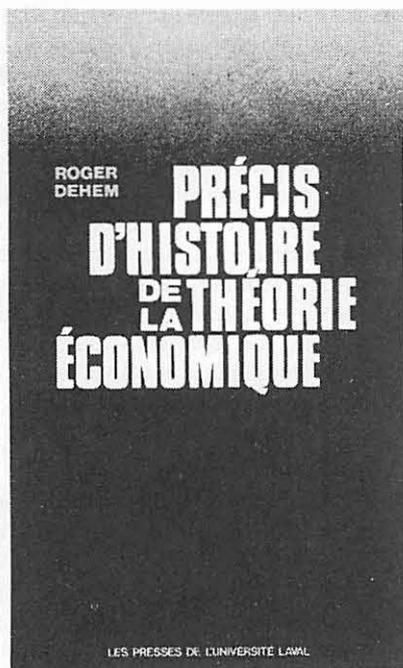
À TOUS NOS LECTEURS

Au seuil de cette nouvelle année,
la direction et le personnel de la
revue *PROSPECTIVES* désirent offrir

à tous leurs meilleurs vœux pour une

BONNE ET HEUREUSE ANNÉE

AUX PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL



PRÉCIS D'HISTOIRE DE LA THÉORIE ÉCONOMIQUE

par Roger DEHEM

Une présentation claire et concise du cheminement de la pensée économique depuis ses origines au XVIIIe siècle, jusqu'à nos jours, qui permet à l'auteur de situer les schémas contemporains dans la perspective de leur passé. Un ouvrage qui offre une synthèse à la fois profonde et rigoureuse des théories déterminantes de notre temps.

262 pages, \$12.50.

LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL, C.P. 2447, QUÉBEC G1K 7R4